



Société anonyme au capital de 48 937 185 euros
Siège social : 7, place René Clair - 92100 Boulogne Billancourt - France
Immatriculation : R.C.S. Nanterre B552 025 314 A.P.E. 4211Z
Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010

Etats financiers consolidés du groupe Colas

Au 31 décembre 2010

Bilan consolidé au 31 décembre

Compte de résultat consolidé de l'exercice

Etat des produits et charges comptabilisés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice

Annexe aux états financiers consolidés

Bilan consolidé au 31 décembre

En millions d'euros	Notes	2010	2009
Immobilisations corporelles	3.1	2 438	2 294
Immobilisations incorporelles	3.2	87	78
Goodwill	3.2	445	467
Sociétés associées	3.3	422	388
Autres actifs financiers	3.4	174	173
Impôts différés et créances fiscales non courantes	3.5	138	102
Actifs non courants		3 704	3 502
Stocks	4.1	531	435
Clients	4.1	2 538	2 688
Actifs d'impôts (exigibles)	4.1	44	31
Autres créances et paiements d'avance	4.1	435	487
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2	411	536
Instruments financiers	17	13	9
Actifs courants		3 972	4 186
Actifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession		-	-
Total des actifs		7 676	7 688
Capital social et primes		380	376
Résultats accumulés		1 704	1 553
Réserve de conversion		37	(40)
Résultat de l'exercice		224	387
Capitaux propres (part du Groupe)		2 345	2 276
Intérêts minoritaires		30	34
Capitaux propres	5	2 375	2 310
Dettes financières long terme	6	200	212
Provisions	7.1	750	663
Impôts différés et dettes fiscales long terme	8	95	82
Passifs non courants		1 045	957
Avances et acomptes reçus sur commandes		243	244
Partie à moins d'un an de la dette long terme	6	50	45
Impôts courants		49	77
Fournisseurs		1 872	2 006
Provisions	7.2	303	285
Autres dettes	9	1 508	1 593
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques		209	153
Instruments financiers	17	22	18
Passifs courants		4 256	4 421
Passifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession		-	-
Total des capitaux propres et des passifs		7 676	7 688

Compte de résultat consolidé de l'exercice

en millions d'euros		2010	2009
Produit des activités ordinaires (1)	10	11 661	11 581
Achats consommés		(5 564)	(5 386)
Charges de personnel		(2 982)	(2 925)
Charges externes		(2 427)	(2 295)
Impôts et taxes		(155)	(181)
Dotations nettes aux amortissements		(470)	(481)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		(173)	(183)
Variations des stocks de production		40	8
Autres produits d'exploitation	13	568	554
Autres charges d'exploitation	13	(133)	(151)
Résultat opérationnel courant		365	541
Autres produits opérationnels	13	6	
Autres charges opérationnelles	13	(58)	
Résultat opérationnel		313	541
Produits financiers		20	27
Charges financières		(50)	(61)
Coût de l'endettement financier net	14	(30)	(34)
Autres produits financiers	14	9	7
Autres charges financières	14	(16)	(6)
Charge d'impôt sur le résultat	15	(122)	(172)
Résultat des entreprises associées		69	55
Résultat net		223	391
Résultat net part des Intérêts minoritaires		(1)	4
Résultat net part du Groupe		224	387
Résultat par action (en euros)	16	6,86	11,86
Résultat dilué par action (en euros)	16	6,86	11,86
(1) dont part réalisée à l'international		5 000	4 883

Etat des produits et charges comptabilisés

en millions d'euros		2010	2009
Résultat net de la période		223	391
Variations des écarts de conversion sur sociétés contrôlées		76	21
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers		(2)	2
Gains (pertes) actuariels sur avantages du personnel (1)		(16)	9
Quote-part des entités associées		2	(2)
Impôts différés sur ces opérations		4	(4)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		64	26
Produits et charges nets comptabilisés		287	417
Dont part du Groupe		287	413
Dont part des Intérêts minoritaires			4

(1) montant des gains (pertes) actuariels non comptabilisés imputés sur les capitaux propres selon option permise par IAS 19 révisée.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Capital social et primes	Résultats accumulés	Réserve de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
1er janvier 2009	368	1 341	(59)	490	2 140	37	2 177
Augmentation du capital	8				8		8
Affectation du résultat n-1		490		(490)			
Distribution		(285)			(285)	(2)	(287)
Autres opérations avec les actionnaires							
Résultat net de l'exercice				387	387	4	391
Produits et charges comptabilisés		7	19		26		26
Résultat net et produits et charges comptabilisés		7	19	387	413	4	417
Changements de périmètre						(5)	(5)
31 décembre 2009	376	1 553	(40)	387	2 276	34	2 310
Augmentation du capital	4				4		4
Affectation du résultat n-1		387		(387)			
Distribution		(220)			(220)	(4)	(224)
Autres opérations avec les actionnaires		(2)			(2)		(2)
Résultat net de l'exercice				224	224	(1)	223
Produits et charges comptabilisés (1)		(14)	77		63	1	64
Résultat net et produits et charges comptabilisés		(14)	77	224	287		287
Changements de périmètre							
31 décembre 2010	380	1 704	37	224	2 345	30	2 375

(1) Détail :

	Groupe	Minoritaires	Total
Variations de change	77	1	78
Variations de juste valeur des instruments financiers	(2)		(2)
Ecart actuariels sur avantages au personnel	(16)		(16)
Impôts différés sur ces opérations	4		4
Total des produits et charges comptabilisés	63	1	64

Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice

	2010	2009
En millions d'euros		
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	223	391
Ajustements pour :		
Quote-part de résultat des sociétés associées	(69)	(55)
Dividendes reçus de sociétés associées	33	33
Dividendes des sociétés non consolidés	(3)	(3)
Amortissements, dépréciations et provisions non courantes	515	509
Plus et moins-values de cession d'actifs	(37)	(15)
s/total	662	860
Coût de l'endettement financier net	30	34
Charge d'impôt de l'exercice	122	172
Capacité d'autofinancement	814	1 066
Impôts sur résultat payés	(171)	(202)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	(109)	(51)
Trésorerie provenant de l'activité (a)	534	813
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(517)	(399)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	43	37
Dette nette sur immobilisations corporelles et incorporelles	22	(21)
s/total	(452)	(383)
Acquisitions et cessions de titres de participation:		
Prix d'acquisition des titres	(46)	(12)
Prix de cession de titres	20	6
Dette nette sur achats et cession de titres	2	(4)
Trésorerie acquise	21	10
s/total	(3)	-
Autres flux liés aux opérations d'investissements :		
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	3	3
Variation des autres immobilisations financières	(5)	(4)
s/total	(2)	(1)
Trésorerie affectée aux investissements (b)	(457)	(384)
Variation des capitaux propres Groupe	4	8
Variation des capitaux minoritaires		
Rachat de titres aux intérêts minoritaires	(2)	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(220)	(285)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(4)	(2)
Variation des dettes financières	(19)	20
Coût de l'endettement financier net	(30)	(34)
Autres flux liés aux opérations de financement		(1)
Trésorerie résultant du financement (c)	(271)	(294)
Variations de change (d)	13	6
Autres éléments non monétaires (e)		
Variation de la trésorerie (a+b+c+d+e)	(181)	141
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	383	242
Trésorerie à la clôture de l'exercice (voir note 19)	202	383

Annexe aux états financiers consolidés

Sommaire

Notes

- Informations générales**
- 1 Normes comptables**
- 2 Principes et méthodes comptables**
- 3 Actifs non courants**
 - 3.1 Immobilisations corporelles
 - 3.2 Immobilisations incorporelles et Goodwill
 - 3.3 Participations dans les sociétés associées
 - 3.4 Autres actifs financiers non courants
 - 3.5 Impôts différés et créances fiscales non courantes
- 4 Actifs courants**
 - 4.1 Stocks, créances courantes et paiements d'avance
 - 4.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 5 Capitaux propres**
- 6 Dettes financières non courantes et courantes**
- 7 Provisions**
 - 7.1 Provisions non courantes
 - 7.2 Provisions courantes
- 8 impôts différés et dettes fiscales long terme**
- 9 Autres passifs courants**
- 10 Produits des activités ordinaires**
- 11 Information par secteurs opérationnels**
- 12 Compte de résultat présenté par destination**
- 13 Autres produits et charges opérationnels**
- 14 Produits et charges financiers**
- 15 Charge d'impôt sur le résultat**
- 16 Résultat et dividende par action**
- 17 Instruments financiers**
- 18 Engagements hors bilan**
- 19 Variation de l'endettement net**
- 20 Effectifs, avantages au personnel**
- 21 Informations sur les parties liées**
- 22 Honoraires des commissaires aux comptes**
- 23 Principaux taux de conversion**
- 24 Périmètre de consolidation**
 - 24.1 Evolution du périmètre de consolidation
 - 24.2 Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice
 - 24.3 Liste des principales sociétés consolidées

Sauf mention particulière, les chiffres présentés sont exprimés en millions d'euros (M€)

Annexe aux états financiers consolidés

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ENTREPRISE

Le 28 février 2011, le Conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Ces états peuvent encore être modifiés par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Colas est une société anonyme immatriculée en France (R.C.S. Nanterre B552 025 314)

Siège social de Colas : 7 place René Clair à Boulogne-Billancourt (France).

Ces états financiers sont présentés en euros (arrondis au million), devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations.

Note 1. Normes comptables

Le Groupe a appliqué l'ensemble des normes IFRS et interprétations IFRIC en vigueur au 31 décembre 2010 et adoptées par l'Union européenne.

Nouvelles normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2010

IFRS 3 révisée : regroupement d'entreprises,
IAS 27 révisée : états financiers consolidés et individuels.

Ces nouvelles normes n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

IFRIC 12 : accord de concession de services publics.

Le Groupe appliquait déjà cette interprétation en 2009.

Normes et interprétations non obligatoires dont l'application a été anticipée en 2010

Néant

Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2010. Ainsi les normes et interprétations suivantes n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés :

IAS 24 révisée : informations relatives aux parties liées (1^{er} janvier 2011),

IFRIC 19 : extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres (1^{er} janvier 2011).

Aucune de ces nouvelles normes ou interprétations n'aura un impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Note 2. Principes et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis selon les normes financières internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces états ont été réalisés sur la base du coût historique à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers et des éléments acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

METHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Colas (la société) et de ses filiales arrêtés au 31 décembre de chaque année. Pour ces filiales, le contrôle est avéré lorsque la société a le pouvoir de diriger les politiques opérationnelle et financière de la filiale contrôlée afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les actifs et passifs des filiales acquises sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en Goodwill.

Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur identifiée de l'actif net acquis, l'écart (i.e. Badwill) est comptabilisé en produit de l'exercice.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse d'être exercé.

Lorsque nécessaire, les états financiers des filiales sont retraités de façon à rendre les méthodes comptables utilisées homogènes avec celles utilisées par le Groupe.

Toutes les créances, dettes, produits et charges intra groupe sont éliminés en consolidation.

1. Participations dans des coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Les actifs, passifs, produits et charges des coentreprises (sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés) sont comptabilisés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

2. Participations dans des sociétés associées

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable.

Les résultats, actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

3. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des emprunts en monnaies étrangères qui constituent une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère.

4. Conversion des états financiers

Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice; les comptes de résultat sont convertis au cours de change moyen de l'exercice qui donne une valeur approchée du cours à la date des transactions en l'absence de fluctuations significatives. La liste des principales parités de change utilisées figure en note 23.

Les écarts de change résultant de la conversion sont directement pris en compte en capitaux propres sous la rubrique « réserve de conversion ».

Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

ACTIFS NON COURANTS

1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions hors exploitation	20 à 40 ans
Constructions industrielles	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau)	3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis sauf s'il s'agit de terrains de gisement. Ces derniers sont alors amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

Coûts d'emprunts

Lorsqu'une immobilisation exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisée ou vendue, les coûts d'emprunts directement attribuables à son acquisition ou sa construction sont incorporés dans le coût de cette immobilisation.

Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeubles de placement au sein de ses immobilisations.

2. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable. Il est séparable et peut être loué, vendu, échangé de manière indépendante. Il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non. Il est sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du Goodwill, seulement si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de leur reconnaissance initiale.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les frais de développement ne sont activés que si la recouvrabilité future des dépenses encourues peut raisonnablement être considérée comme certaine. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes relatives au projet.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels, de brevets et de droits d'exploitation de carrières. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité.

3. Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une société sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables de cette société à la date d'acquisition.

Le Groupe a choisi la méthode du Goodwill partiel.

Le Goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul :

- des amortissements pratiqués antérieurement à la première application des IFRS,
- des pertes de valeur comptabilisées à partir du 1^{er} janvier 2004.

4. Autres actifs financiers

Titres de participations et autres titres

Il s'agit de titres non cotés ; ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition sous déduction des dépréciations estimées nécessaires (il n'y a pas d'écarts significatifs entre le coût d'acquisition et la juste valeur de ces titres).

Prêts

Les prêts accordés figurent au bilan pour leur valeur actualisée lorsque leur taux de rémunération s'écarte des conditions normales du marché (exemple : prêts sans intérêts consentis par les sociétés françaises dans le cadre de l'obligation légale de participation des employeurs à l'effort de construction).

Créances financières

Le contrat de concession pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie de la ville de Portsmouth pendant une durée de 25 ans (Private Finance Initiative) est comptabilisé selon la méthode de la créance financière telle que préconisée par IFRIC 12.

Les travaux réalisés sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement définie par l'IAS 11.

La créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées à leur juste valeur.

5. Suivi de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif immobilisé est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de cet actif pourrait être supérieure à sa valeur recouvrable.

En ce qui concerne les actifs incorporels à durée de vie indéterminée et les Goodwill, une évaluation de la valeur d'utilité de ces actifs est réalisée systématiquement au moins une fois par an, et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Afin de déterminer la valeur d'utilité des actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants, ceux-ci sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Les UGT du Groupe correspondent à son organisation opérationnelle.

Elles répondent aux conditions suivantes : unicité de Management, synergies dans les domaines des ressources humaines, des ressources en matériel, dans le domaine technique et le domaine des études travaux.

- UGT France : regroupe l'activité routière en France métropolitaine ainsi que les activités complémentaires de sécurité signalisation, pipes mines canalisations et d'étanchéité.
- UGT Rail : regroupe l'activité ferroviaire du Groupe.
- UGT Europe : regroupe l'activité routière dans les pays européens où le Groupe est implanté.
- UGT Amérique du Nord : regroupe l'activité routière aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada.
- UGT DGI et Asie : regroupe l'activité en Afrique, dans l'Océan Indien, en Asie et dans les départements et territoires français d'Outre-mer.

La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés, elle correspond à l'actualisation de flux futurs de trésorerie par le coût moyen pondéré du capital et incorpore une prime de risque économique. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions établies par le management en charge de l'UGT, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'année N+1 et d'un plan à 3 ans pour les deux années suivantes.

ACTIFS COURANTS

1. Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

2. Créances clients et autres créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les "factures à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur de marché. Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie comprend la trésorerie telle que définie ci-dessus, nette des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres éventuellement détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés. Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe est constaté.

PROVISIONS

1. Provisions non courantes

Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :

Les avantages au personnel

Pensions :

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès des caisses de retraites ou fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies).

Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada. A l'exception du régime de Colas Rail Ltd, ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants. Ces régimes sont gérés par des fonds indépendants de la société.

Indemnités de départ en retraite :

Leur coût est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en capitaux propres.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté :

Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du Groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en résultat.

Les litiges et contentieux

Litiges et contentieux travaux :

Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.

Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations :

Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

Les garanties données aux clients (long terme)

Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.

Les coûts de remise en état des sites (long terme)

Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et/ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux, ...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.

2. Provisions courantes

Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise; les charges rattachées sont généralement réglées dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Les provisions pour garanties données aux clients (durée un à deux ans maximum) :

Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.

Les provisions pour frais de fin de chantier :

Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.

Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :

Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent éventuellement en compte les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

Les coûts de remise en état des sites :

Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au Groupe.

IMPOTS DIFFERES PASSIFS ET DETTES FISCALES LONG TERME

Les passifs d'impôts différés (ou IDP) représentent les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles imposables (sources d'imposition future). Tous les IDP sont comptabilisés, y compris ceux relatifs aux retraitements de consolidation.

La comptabilisation d'un IDP concerne toutes les différences temporelles générées par des participations dans des filiales, entreprises associées, coentreprises sauf si la société mère est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible (pas de projet de cession dans un avenir prévisible).

Lorsqu'il existe une probabilité de cession des titres de la filiale ou de distribution de bénéfices dans un avenir prévisible ou une absence de contrôle de la filiale (sociétés associées), un impôt différé passif est constaté.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines sociétés du Groupe utilisent des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change, de taux d'intérêt et de prix des matières premières sur leur résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-dessous.

1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Risque de change

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

Les emprunts ou placements sont centralisés dans la même devise (euro, dollar US, dollar canadien, etc.).

D'une manière générale, les investissements nets réalisés par le Groupe dans des entités étrangères (filiales, participations, succursales, co-entreprises) ne font pas l'objet d'une couverture de change car ces entités n'ont pas vocation à être cédées.

Des couvertures de change à terme sont utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du Groupe par la conversion, sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires en devises locales.

L'activité liée à la Société de Raffinage de Dunkerque est plus exposée au risque de change du fait de l'achat et de la vente de produits valorisés en dollars qui sont achetés et vendus en dollars et/ou en euros. Une politique de gestion de ce risque est réalisée par le biais de swap de devises pour les flux en dollars.

Risque de taux

Le compte de résultat du Groupe est relativement peu sensible aux variations des taux d'intérêt. En général et en moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est équivalente à la trésorerie disponible, elle-même placée à taux variable ; seule la saisonnalité entraîne le recours à des emprunts à court terme. Certains actifs ou passifs financiers peuvent ponctuellement être couverts.

Risques sur matières premières

Colas a une sensibilité à la régularité de son approvisionnement et aux variations du coût des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage, huiles) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières comme l'acier, le cuivre ou l'aluminium dans les activités de sécurité signalisation, étanchéité et ferroviaire.

Les matières premières les plus sensibles sont le bitume et les autres produits pétroliers.

Risque d'approvisionnement

Des retards ou des ruptures d'approvisionnement peuvent entraîner des coûts supplémentaires directs et indirects dans l'activité routière ou étanchéité. On peut d'abord considérer que ce risque n'est pas systémique sauf en cas de conflit et de rupture totale d'approvisionnement pétrolier. Ce risque peut affecter pour une durée variable un pays ou plus vraisemblablement une région. Dans ce cadre, depuis plusieurs années, Colas s'est doté d'une direction bitume Groupe, et de directions bitume dans certaines grandes zones géographiques (Amérique du Nord) afin de renforcer les capacités d'approvisionnement (accord d'achats en quantité, importation). Colas a développé une politique de capacité de stockage au fil des années, en France, en Europe, dans les DOM, dans l'Océan Indien et sur une plus grande échelle en Amérique du Nord. Les capacités de stockage sont importantes en regard de la consommation de bitume en fonction des régions. La politique d'augmentation de la capacité de stockage se poursuit chaque fois que des opportunités peuvent être concrétisées (acquisition ou création). L'acquisition de la Société de la Raffinerie de Dunkerque dont la production annuelle de bitume est de l'ordre de 300 000 tonnes, est un facteur significatif de sécurisation de l'approvisionnement de l'activité routière métropolitaine ou nord-européenne.

Risque lié à la variation des prix

Le prix du bitume a connu d'importantes variations de prix d'achat depuis plusieurs années. Le risque de ces fluctuations est limité par plusieurs facteurs : le nombre et le montant moyen des contrats, qui permet d'appréhender souvent le prix dans l'offre au client, les clauses de révision et d'indexation présentes dans de nombreux contrats en France et à l'International. Ce paramètre est intégré dans la négociation contractuelle par les collaborateurs qui sont sensibilisés à cette question. Dans certaines régions, des contrats de fourniture à prix garantis pour une période peuvent être signés. Pour des contrats importants, à l'obtention de la commande, des politiques de couverture sont prises au coup par coup. Il reste une part d'activité comme la vente de produits manufacturés à tiers où les hausses du prix du bitume ou des produits pétroliers sont répercutées dans la mesure où la situation concurrentielle le permet.

Compte tenu de ces éléments, il est impossible de mesurer la sensibilité du compte d'exploitation du fait des milliers de chantiers exécutés dans des contextes juridiques de protection variables, et des hausses différentes entre zones géographiques.

Enfin, il existe un risque indirect en cas de hausse du prix de ces produits chez les clients qui, du fait de la hausse du prix des travaux ou des prestations, peuvent réduire le volume de leurs commandes.

Risques liés à l'activité de la Société de la Raffinerie de Dunkerque (SRD) :

La Société de la Raffinerie de Dunkerque acquise en Juin 2010 est sensible à la variation des prix de matières premières. La formation du résultat d'un site de raffinage de produits de spécialités est réalisée par la différence entre les prix des produits issus de la production (huiles, cires-paraffines, bitume et fuels) et le prix des matières premières traitées par processus de raffinage (fuel résidu atmosphérique (fuel Rat), hydrocraquats et feedstocks). La marge de raffinage est liée à ce différentiel de prix.

Le cycle d'approvisionnement/production/vente est rapide et les contrats d'achat et de vente sont établis pour réduire ce risque. Un comité d'engagement est en charge des achats de matière première d'entrée. Celle-ci est achetée le mois M, entre en production le mois M+1, et les produits qui en résultent sont vendus le mois M+1, M+2 ou M+3. Une politique de couverture dont l'objectif est de réduire ces risques a été mise en place.

Au 31/12/2010, l'encours de ces couvertures représente un montant de 58 000 barils vendus à terme pour un notionnel de 4 millions d'euros. La valorisation de cet encours s'établit à 0,125 millions d'euros, imputés en capitaux propres (cash flow hedge).

2. Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Les instruments utilisés sont limités à des produits classiques comme :

- les achats et ventes à terme de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change;
- les swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux ;
- les achats et ventes de contrats futures, swaps sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ces instruments ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et internationales de premier rang et de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique transmis aux organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'instrument couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit (ou la perte) réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on estime être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits (ou pertes) résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, il est vendu, résilié ou exercé. Le profit (ou la perte) cumulé est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue n'est pas réalisée. Lorsque la transaction est réalisée, le produit (ou la charge nette) cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit (ou la perte) résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit (ou la perte) sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

3. Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers

Le Groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39, à savoir :

Critères pour comptabiliser un actif ou un passif financier

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers au moins tous les trimestres.

Cependant, dans certains cas (montants notionnels modestes, maturités de couverture courtes, impacts limités sur le compte de résultat), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

Base d'évaluation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis à leur coût ou au coût amorti selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur

Le Groupe utilise très peu d'instruments financiers; les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Il s'agit de la valeur de marché pour les instruments cotés sur les marchés financiers. Quant aux instruments non cotés en Bourse (non utilisés jusqu'à présent), leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur d'utilité (actualisation des flux de trésorerie). Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers :

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

A la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêts est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt actuels et du risque crédit des contreparties. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est à dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

COMPTE DE RESULTAT

1. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront au Groupe et si les coûts encourus concernant ces opérations peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires se décomposent comme suit :

Ventes de biens

Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

Contrats de construction et prestations de services

Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou prestations.

Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés; une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Autres produits des activités ordinaires

Il s'agit de redevances perçues pour utilisation de licences et brevets : le produit est comptabilisé lorsque l'entreprise est en droit d'en percevoir le paiement.

2. Subventions publiques

Elles sont comptabilisées en produit lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles soient perçues et que toutes les conditions rattachées soient satisfaites.

Lorsque la subvention est accordée en compensation d'une charge, elle est comptabilisée en produit sur les exercices nécessaires pour la rattacher aux coûts qu'elle est censée compenser.

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées en diminution de la valeur de l'actif subventionné.

3. Résultats sur opérations faites en commun

Ce poste inclut principalement la quote-part de résultat transférée par les sociétés en participation ou Groupements d'Intérêt Economique de fabrication d'enrobés ou de liants exploités en commun avec d'autres associés.

4. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.
Les dépréciations de Goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel courant.

5. Autres produits et charges non courants

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.
La nature de ces éléments est décrite dans la note 13.

6. Coût de l'endettement financier net

Il inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

7. Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des Goodwill.

Lorsque, pour une société, le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite indirecte.

Selon cette méthode, le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- disponibilités et valeurs mobilières de placement éligibles à la classification d'équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs courants. Elle inclut notamment le résultat net des sociétés intégrées et le résultat des entreprises associées à hauteur des dividendes encaissés.

La classification retenue pour les intérêts et les dividendes positionne ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

1. Comparabilité des états financiers

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de l'exercice 2010 et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

2. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice : Néant

3. Nature et étendue des risques et incertitudes liés à l'activité

Parmi les principaux risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence notable sur les activités du Groupe, on peut citer notamment :

- les conditions climatiques (intempéries), qui ont une influence directe sur la bonne réalisation des chantiers, partout et davantage encore dans les régions aux conditions climatiques difficiles,
- le prix des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières, notamment l'acier et l'aluminium dans les activités de signalisation et d'étanchéité. Ce risque est réduit par une proportion importante de contrats qui bénéficient de clauses de révision de prix et par une proportion importante de chantiers de courte durée,
- le niveau de commandes des Etats, des collectivités publiques, du secteur privé industriel et commercial,
- les conséquences de l'évolution du cours des monnaies, en particulier le dollar US, même si elles sont limitées puisque plus de 60% du chiffre d'affaires est réalisé en euros et que l'activité réalisée localement permet de libeller produits et charges dans une devise identique.

Note 3. Actifs non courants

3.1 - Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions (1)	Installations, matériels et outillages	Immob. en cours et avances s/commandes	TOTAL
Valeur brute				
1er janvier 2009	1 209	4 153	98	5 460
Ecart de conversion	7	28		35
Virements de rubriques	26	86	(113)	(1)
Changements de périmètre	33	16		49
Acquisitions	52	271	72	395
Cessions et réductions	(13)	(203)		(216)
31 décembre 2009	1 314	4 351	57	5 722
Ecart de conversion	31	122	1	154
Virements de rubriques	9	69	(73)	5
Changements de périmètre	14	133	18	165
Acquisitions	54	345	100	499
Cessions et réductions	(17)	(182)		(199)
31 décembre 2010	1 405	4 838	103	6 346
Amortissements et dépréciations				
1er janvier 2009	(433)	(2 700)		(3 133)
Ecart de conversion	(2)	(12)		(14)
Virements de rubriques		1		1
Changements de périmètre	1	(8)		(7)
Dotations et reprises	(56)	(413)		(469)
Cessions et réductions	10	184		194
31 décembre 2009	(480)	(2 948)		(3 428)
Ecart de conversion	(9)	(74)		(83)
Virements de rubriques	3	(3)		
Changements de périmètre	(7)	(113)		(120)
Dotations et reprises	(55)	(404)		(459)
Cessions et réductions	12	170		182
31 décembre 2010	(536)	(3 372)		(3 908)
Valeur nette				
1er janvier 2009	776	1 453	98	2 327
Dont locations financements	7	65		72
31 décembre 2009	834	1 403	57	2 294
Dont locations financements	6	49		55
31 décembre 2010	869	1 466	103	2 438
Dont locations financements	5	46		51

(1) Dont terrains de gisement (carrières) 307 M€

Au 31 décembre 2010, des commandes de matériel ont été engagées pour un montant de 82 M€ (35 M€ fin 2009).

3.2 - Immobilisations incorporelles et Goodwill

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total immob. incorporelles	Goodwill
Valeur brute				
1er janvier 2009	106	44	150	491
Ecart de conversion				5
Virements de rubriques	1	1	2	
Changements de périmètre		2	2	(7)
Acquisitions	2		2	2
Cessions et réductions	(1)		(1)	
31 décembre 2009	108	47	155	491
Ecart de conversion	1	2	3	8
Virements de rubriques	1		1	3
Changements de périmètre	2	4	6	(10)
Acquisitions	2	12	14	4
Cessions et réductions	(1)	(1)	(2)	
31 décembre 2010	113	64	177	496
Amortissements et dépréciations				
1er janvier 2009	(44)	(22)	(66)	(22)
Ecart de conversion				
Virements de rubriques				
Changements de périmètre				
Dotations et reprises	(6)	(6)	(12)	(2)
Cessions et réductions	1		1	
31 décembre 2009	(49)	(28)	(77)	(24)
Ecart de conversion	(1)	(1)	(2)	
Virements de rubriques et autres				(1)
Changements de périmètre	(1)		(1)	3
Dotations et reprises	(6)	(5)	(11)	(29)
Cessions et réductions diverses	1		1	
31 décembre 2010	(56)	(34)	(90)	(51)
Valeur nette				
1er janvier 2009	62	22	84	469
31 décembre 2009	59	19	78	467
31 décembre 2010	57	30	87	445

Concessions, brevets et autres droits : il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières et, dans une moindre mesure, de brevets et de logiciels.

Frais de développement : ils sont, pour l'essentiel, pris en charge dans l'exercice car ils ont un caractère permanent et récurrent. Il n'y a pas de projets qui répondent aux conditions d'activation imposées par IAS 38.

Dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des Goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable. Si un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 2. Ce test est réalisé au moins un fois par an après l'actualisation des budgets et des plans à 3 ans par le Management.

Le détail des actifs à durée de vie indéterminée et des Goodwill répartis par UGT et les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeurs sont les suivantes :

Unités Génératrices de trésorerie	Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	Goodwill	Taux de croissance	Taux d'actualisation	
				H1(a)	H2 (a)
UGT France	20	163	2%	6,14%	4,40%
UGT Rail		182	2%	6,14%	4,40%
UGT Europe (hors France)	6	18	2%	6,14%	4,40%
UGT Amérique du Nord		46	2%	6,14%	4,40%
UGT DGI et Asie		36	2%	6,14%	4,40%
Totaux	26	445			

(a) selon hypothèse de structure d'endettement :
H1 : 1/3 dette – 2/3 fonds propres
H2 : 2/3 dette – 1/3 fonds propres

Des analyses de sensibilité ont été effectuées. Aucune variation raisonnablement possible des principales hypothèses utilisées n'a fait apparaître de situation susceptible d'entraîner une perte de valeur des actifs testés.

3.3 - Participations dans les entreprises associées

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
1er janvier 2009	355	7	(5)	357
Ecart de conversion	(2)			(2)
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	5	3		8
Augmentation de capital	3			3
Résultat de l'exercice	55			55
Dividendes distribués	(33)			(33)
Autres mouvements				
31 décembre 2009	383	10	(5)	388
Ecart de conversion	3			3
Virements de rubriques	(2)			(2)
Changements de périmètre	(4)			(4)
Augmentation de capital	1			1
Résultat de l'exercice	65			65
Dividendes distribués	(33)			(33)
Perte de valeur			4	4
Autres mouvements				
31 décembre 2010	413	10	(1)	422

Principales entreprises associées

Société	Activité	Siège	% détenu	Quote-part capitaux propres	Goodwill net	Valeur nette
Cofiroute (1)	Société concessionnaire d'autoroutes	France	16,7%	358		358
Tipco Asphalt (2)	Vente de produits bitumineux	Thaïlande	30,7%	21	4	25
Mak Mecsek (3)	Société concessionnaire d'autoroutes	Hongrie	30,0%	21		21
Autres	(Entités non significatives)			13	5	18
Total				413	9	422

(1) La société Cofiroute exploite en concession un réseau de 1 100 kilomètres d'autoroutes dans le nord-ouest de la France (Autoroutes A10, A11, A13, A86, ...). Bien que détenue à moins de 20% (16,7%), Cofiroute est consolidée par mise en équivalence car Colas exerce une influence notable par sa présence au Conseil d'administration de la société (Administrateur : H. Le Bouc).

(2) La société Tipco Asphalt exerce une activité de distribution et vente de produits bitumineux dans le sud-est asiatique. Elle est cotée à la bourse de Bangkok (Thaïlande) :
Valeur des titres sur la base du cours de l'action au 31 décembre 2010 : 78 M€

(3) La société Mak Mecsek est titulaire pour 30 ans d'un contrat en PPP pour la construction et l'exploitation d'une section neuve de 80 km des autoroutes M 6 (50 km) et M 60 (30 km) dans le sud-ouest de la Hongrie.

Part du Groupe dans les actifs, passifs et résultats des principales sociétés associées

	Cofiroute 16,7%	Tipco Asphalt 30,7%	Mak Mecsek 30,0%	Autres	Total
Actifs non courants	973	37	283	16	1 309
Actifs courants	95	46	5	14	160
Total actif	1 068	83	288	30	1 469
Capitaux propres	358	21	21	13	413
Passifs non courants	621	24	266	4	915
Passifs courants	89	38	1	13	141
Total passif	1 068	83	288	30	1 469
Produits des activités ordinaires	215	188	18	41	462
Résultat de l'exercice	52	7	2	8	69

3.4 – Autres actifs financiers non courants

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
1er janvier 2009	86	144	230	(28)	202
Ecart de conversion		5	5		5
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	(32)	1	(31)	(1)	(32)
Acquisitions & autres augmentations	3	13	16		16
Cessions et réductions	(6)	(12)	(18)		(18)
Dotations et reprises					
31 décembre 2009	51	151	202	(29)	173
Ecart de conversion		3	3		3
Virements de rubriques	1		1		1
Changements de périmètre	10		10	(2)	8
Acquisitions & autres augmentations	4	14	18		18
Cessions et réductions	(12)	(10)	(22)		(22)
Dotations et reprises				(7)	(7)
31 décembre 2010	54	158	212	(38)	174

Détail des principales participations non consolidées

	Brut	Dépréciation	31/12/2010 Net	31/12/2009 Net
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières	21	(4)	17	17
Sociétés en sommeil	4	(3)	1	1
Sociétés non contrôlées	16	(2)	14	14
Sociétés acquises en fin de période (1)	2		2	2
Autres participations (2)	11	(3)	8	4
Total	54	(12)	42	38

(1) Ces sociétés non consolidées, car acquises en fin de période, seront consolidées au cours de la période suivante.

(2) Aucune de ces participations ne présente un caractère significatif

Détail des autres actifs financiers

	Brut	Dépréciation	31/12/2010 Net	31/12/2009 Net
Prêts (1)	53	(16)	37	32
Dépôts et cautionnements	28	(10)	18	25
Ville de Portsmouth (Grande Bretagne) (2)	77		77	78
Autres créances financières diverses				
Total	158	(26)	132	135

(1) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée.

(2) Créance sur la ville de Portsmouth (Grande Bretagne) en contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de partenariat public privé pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie urbaine signé en 2004 pour une durée de 25 ans (2004-2029). Cette créance est valorisée en application d'IFRIC 12 (modèle de la créance financière).

3.5 Impôts différés et créances fiscales long terme

	Impôts différés actif	Créances fiscales long terme	Total
1er janvier 2009	90		90
Ecart de conversion			
Virements de rubriques	(1)		(1)
Changements de périmètre			
Variations nettes	13		13
31 décembre 2009	102		102
Ecart de conversion	1		1
Virements de rubriques	(4)		(4)
Changements de périmètre	23		23
Variations nettes	16		16
31 décembre 2010	138		138

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 58 millions d'euros au 31 décembre 2010 (34 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2010	31/12/2009
Sources actives		
Avantages au personnel	66	61
Déficits fiscaux	29	18
Réévaluation des instruments financiers	7	6
Sources passives		
Provisions réglementées	(29)	(30)
Immobilisations (location financement, écarts d'évaluation)	(16)	(20)
Impôts de distribution	(6)	(5)
Réévaluation des instruments financiers	(4)	(4)
Autres différences temporaires	(4)	(6)
Actif net (passif net) d'impôts différés	43	20

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 5 ans.

Note 4. Actifs courants

4.1 - Stocks, créances courantes et paiements d'avance

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks	552	(21)	531	451	(16)	435
Matières, approvisionnements et produits finis						
Créances clients	2 679	(141)	2 538	2 801	(113)	2 688
Clients, factures à établir, retenues de garanties (1)						
Actifs d'impôt	44		44	31		31
Personnel, organismes sociaux, Etat	226		226	250		250
Créances sociétés apparentées et créances diverses	190	(10)	180	208	(9)	199
Paiements d'avance	29		29	38		38
Autres créances	445	(10)	435	496	(9)	487

(1) L'antériorité des créances clients est la suivante :

	Créances non échues	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'1an	Total
Créances brutes	1 763	616	106	194	2 679
Dépréciations	(29)	(11)	(13)	(88)	(141)
Créances client (net)	1 734	605	93	106	2 538

Risque de crédit : le Groupe considère que son exposition au risque de crédit sur les créances non échues est limité compte tenu de la nature de sa clientèle (Etats, collectivités publiques, entreprises publiques et privées, particuliers).

4.2 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Banques et caisses	333		333	458		458
Société de trésorerie Bouygues Relais	42		42	38		38
Valeurs mobilières de placement	36		36	40		40
Total	411		411	536		536

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères. Ils se répartissent entre les devises suivantes :

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Banques et caisses	80	23	58	172	333
Société de trésorerie Bouygues Relais	42				42
Valeurs mobilières de placement	36				36
Total	158	23	58	172	411
Rappel 31 décembre 2009	183	56	59	238	536

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 12 mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	411	536
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(209)	(153)
Total	202	383

Note 5. Informations sur les capitaux propres

Composition du capital social

Le capital social de Colas au 31 décembre 2010 est de 48 937 185,00 euros.

Il est constitué de 32 624 790 actions de 1,50 euro nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice

(Montants en euros)

	Nombre d'actions	Capital social
1er janvier 2010	32 601 789	48 902 683,50
Partie du dividende payé en actions	23 001	34 501,50
31 décembre 2010	32 624 790	48 937 185,00

Principaux actionnaires

Société Bouygues SA	31 522 344	96,62%
Autres actionnaires	1 102 446	3,38%

Gestion du capital

L'objectif de la Direction Générale de Colas est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net sur capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Parmi les indicateurs de performance utilisés, certains peuvent être calculés par référence aux capitaux propres mais leur utilisation n'est ni prépondérante ni systématique.

Par ailleurs, il est rappelé que les capitaux propres du Groupe ne sont soumis à aucune restriction statutaire.

Option de souscription d'actions en cours de validité : néant

Réserve de conversion

La réserve de conversion est née le 1er janvier 2004 avec la première application des normes IFRS. Les principaux écarts de conversion au 31 décembre 2010 concernent les états financiers des sociétés situées dans les pays suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Etats-Unis	(11)	(34)
Canada	32	7
Grande-Bretagne	(13)	(15)
Autres pays	29	2
Total réserve de conversion	37	(40)

Note 6. Dettes financières non courantes et courantes

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2010, la trésorerie nette disponible s'élève à 202 millions d'euros auxquels s'ajoute un montant de 1 400 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date. Au cours de l'année, Colas SA a refinancé de manière anticipée 610 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées auprès des banques pivots du Groupe et porté ce montant à 855 millions d'euros. Aux Etats-Unis, Colas Inc. a refinancé 210 millions d'euros (280 millions d'USD) de lignes bancaires à moyen terme confirmées auprès des principales banques du Groupe. Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par les sociétés du groupe Colas ne comportent aucune clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité et/ou leur remboursement anticipé.

Répartition des emprunts portant intérêt par échéance

	Echéances - 1 an 2011	Echéances à plus d'un an					Total 2010	Total 2009
		1 à 2 ans 2012	2 à 3 ans 2013	3 à 4 ans 2014	4 à 5 ans 2015	5 ans et + 2016 et +		
Emprunts MT et LT		18	16	13	10	114	171	179
Locations financement		10	7	3	3	2	25	29
Autres dettes LT		1				3	4	4
s/total	50	29	23	16	13	119	200	212
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	209							
31 décembre 2010	259	29	23	16	13	119	200	212
Rappel 31/12/2009	198	35	25	17	11	124	212	

Partie à moins d'un an de la dette long terme **50** **45**

Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Long terme 12/2010	94	2	75	29	200
Court terme 12/2010	91	13	10	145	259
Long terme 12/2009	102		75	35	212
Court terme 12/2009	54	7	6	131	198

Lignes de crédit confirmées / utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Lignes de crédit	359	1 111	180	1 650	50	81	119	250
Lettres de crédit								
Total	359	1 111	180	1 650	50	81	119	250

Répartition de la dette financière courante et non courante selon la nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice et hors concours bancaires courants :

Dettes à taux fixe (1) : 44 % (2009 : 44 %)
 Dettes à taux variable : 56 % (2009 : 56 %)

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an

Risque de taux

Au 31 décembre 2010, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variables	Taux fixes	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	411		411
Dettes financières :			
Emprunts (a)	(216)	(43)	(259)
Concours bancaires courants	(209)		(209)
Position nette avant gestion	(14)	(43)	(57)
Couverture de taux	72	(72)	
Position nette après gestion	58	(115)	(57)
Correctif lié à la saisonnalité de l'activité	(523)		
Position après gestion et correctif	(465)		

(a) y compris (9,1) millions d'euros de juste valeur du swap de taux STVR / Caen comptabilisée en capitaux propres.

Ainsi, une hausse instantanée de 1% des taux d'intérêt à court terme sur la position nette ci-avant engendrerait une augmentation des frais financiers de 4,65 millions d'euros en année pleine.

Note 7. Provisions

7.1 - Provisions non courantes

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données (long terme)	Remise en état des sites (long terme)	Autres	Total
1er janvier 2009	249	188	87	88	36	648
Ecart de conversion	1		1			2
Virements de rubriques	(1)	5	(2)	3	(11)	(6)
Changements de périmètre	1		1	5		7
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	(9)					(9)
Dotations	21	67	34	14	8	144
Reprises utilisées	(13)	(35)	(22)	(7)	(2)	(79)
Reprises non utilisées	(1)	(25)	(10)	(4)	(4)	(44)
31 décembre 2009	248	200	89	99	27	663
Ecart de conversion	1		1	2		4
Virements de rubriques	1	2	1	3		7
Changements de périmètre	19	(1)		15	16	49
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	16					16
Dotations	25	67	23	15	20	150
Reprises utilisées	(32)	(26)	(14)	(9)	(3)	(84)
Reprises non utilisées	(2)	(29)	(17)	(3)	(4)	(55)
31 décembre 2010	276	213	83	122	56	750

Détail des principales provisions

	31/12/2010	31/12/2009
Récompenses d'ancienneté	77	63
Indemnités de fin de carrière	144	147
Pensions	55	38
Avantages au personnel	276	248
Litiges avec les clients	92	90
Litiges avec le personnel	14	15
Litiges avec des organismes sociaux	65	57
Litiges avec l'administration fiscale	19	17
Litiges avec d'autres administrations	12	8
Autres litiges	11	13
Litiges et contentieux	213	200
Garanties décennales	51	52
Garanties Génie Civil, Travaux Publics	30	34
Garanties de performance	2	3
Garanties données	83	89

7.2 - Provisions courantes

	Perte à terminaison	Risques travaux et fin de chantier	Garanties données (court terme)	Remise en état des sites (court terme)	Autres	Total
1er janvier 2009	50	59	50	14	30	203
Ecart de conversion		1			(1)	
Virements de rubriques		11		2	34	47
Changements de périmètre			(1)			(1)
Dotations	45	53	32	3	36	169
Reprises utilisées	(24)	(17)	(18)	(3)	(30)	(92)
Reprises non utilisées	(14)	(12)	(9)	(2)	(4)	(41)
31 décembre 2009	57	95	54	14	65	285
Ecart de conversion		1	1		3	5
Virements de rubriques				2	(13)	(11)
Changements de périmètre		(1)				(1)
Dotations	45	52	26	1	31	155
Reprises utilisées	(28)	(18)	(15)	(4)	(17)	(82)
Reprises non utilisées	(14)	(20)	(10)	(2)	(2)	(48)
31 décembre 2010	60	109	56	11	67	303

Note 8. Impôts différés et dettes fiscales long terme

	31/12/2010	31/12/2009
Passifs d'impôts différés	95	82
Dettes fiscales long terme		
Total des impôts non courants	95	82

Note 9. Autres passifs courants

	31/12/2010	31/12/2009
Personnel, organismes sociaux, Etat	837	864
Produits différés	34	57
Autres dettes non financières	637	672
Total des autres dettes	1 508	1 593

Note 10. Produits des activités ordinaires

Ventilation par nature de produits

	2010	2009
Ventes de produits	1 934	1 676
Prestations de service	334	376
Contrats de construction	9 393	9 529
Autres produits des activités ordinaires	-	-
Produit des activités ordinaires	11 661	11 581

Informations relatives aux contrats de construction

	2010	2009
Travaux à facturer	375	376
Retenues de garantie	53	55
Travaux facturés d'avance	(321)	(339)
Avances reçues	(107)	(119)

Note 11. Information par secteurs opérationnels

La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » demande à ce que les secteurs opérationnels soient identifiés sur la base du Reporting interne de l'entreprise examiné par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation des performances.

Description des activités du Groupe

La route représente 78% de l'activité du Groupe. Elle comprend :

- la construction et l'entretien de routes, autoroutes, pistes d'aéroport, plateformes portuaires, industrielles et logistiques, aménagements urbains, voies de transports en commun en site propre (tramways), aires de loisirs, pistes cyclables ...
- en amont de la construction, une importante activité industrielle de production et recyclage de matériaux de construction (granulats, émulsions et liants, enrobés, béton prêt à l'emploi), à partir d'un réseau international dense de carrières, usines d'émulsion, centrales d'enrobage et centrales à béton, et une activité de transformation et distribution de bitume.

Colas est également présent dans des activités complémentaires à la route :

- sécurité et signalisation routières, gestion de trafic
- génie civil, pipelines, canalisations
- étanchéité, bardage et couverture
- bâtiment (construction neuve, réhabilitation, déconstruction)
- ferroviaire (construction, renouvellement et entretien d'infrastructures)

Colas est aussi concessionnaire d'infrastructures, notamment autoroutières.

Détermination des secteurs opérationnels

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées comme suit :

Direction Générale France :

Regroupe l'activité routière en France métropolitaine et les activités complémentaires à la route en France et à l'international (signalisation, pipelines, canalisations, étanchéité et ferroviaire).

Direction Générale Europe :

Regroupe les activités en Europe (hors France) hors sécurité signalisation, pipelines canalisations, étanchéité et ferroviaire.

Direction Générale Amérique du Nord :

Regroupe les activités aux Etats-Unis et au Canada.

Direction Générale Internationale et Direction Asie :

Regroupe les activités en Afrique noire, au Maghreb, dans l'Océan Indien, dans les territoires et départements français d'outre-mer et en Asie.

Rapprochements

Les chiffres du Reporting interne et ceux de la comptabilité sont identiques ; c'est pourquoi il n'est pas présenté d'état de rapprochement.

INFORMATIONS PAR SECTEURS OPERATIONNELS

	DG France	DG Europe	DG Amérique du Nord	DG Internationale	Consolidé
Exercice 2010					
Produits des activités ordinaires	6 614	1 589	2 208	1 250	11 661
Résultat avant amortissements	476	(33)	255	137	835
Amortissements	(264)	(55)	(92)	(59)	(470)
Résultat opérationnel courant	212	(88)	163	78	365
Résultat opérationnel non courant	(37)	(21)		6	(52)
Résultat opérationnel	175	(109)	163	84	313
Charges sur endettement financier	(12)	(11)	(1)	(6)	(30)
Autres produits et charges financiers	(7)				(7)
Charge d'impôt	(61)	9	(52)	(18)	(122)
Résultat des entreprises associées	53	3		13	69
Résultat net	148	(108)	110	73	223
Actifs sectoriels	4 101	1 247	1 150	1 178	7 676
Passifs sectoriels	2 906	1 029	529	837	5 301
Investissements courants	(236)	(33)	(135)	(48)	(452)
Exercice 2009					
Produits des activités ordinaires	6 547	1 838	1 925	1 271	11 581
Résultat avant amortissements	495	101	252	174	1 022
Amortissements	(272)	(66)	(85)	(58)	(481)
Résultat opérationnel	223	35	167	116	541
Charges sur endettement financier	(7)	(19)	(2)	(6)	(34)
Autres produits et charges financiers	1				1
Charge d'impôt	(65)	(21)	(52)	(34)	(172)
Résultat des entreprises associées	52			3	55
Résultat net	204	(5)	113	79	391
Actifs sectoriels	4 061	1 467	1 011	1 149	7 688
Passifs sectoriels	3 005	1 105	440	828	5 378
Investissements courants	(219)	(33)	(76)	(55)	(383)

INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

Compte tenu de l'organisation opérationnelle du Groupe, l'information par zones géographiques présentée ci-après est relativement proche de celle donnée précédemment par secteurs opérationnels.

Les différences sont les suivantes :

En opérationnel, les départements français d'outre-mer sont rattachés à la Direction Internationale ; ils sont en France pour la présentation par zones géographiques.

En opérationnel, les activités complémentaires à la route réalisées à l'International (sécurité, étanchéité, canalisations, ferroviaire) sont rattachées à la DG France; pour la présentation par zones géographiques, elles sont présentées selon leur localisation.

Produits des activités ordinaires par zones géographiques

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé	%
Exercice 2010						
Routes - travaux et ventes de produits	4 916	1 323	2 024	781	9 044	78%
Génie civil, Electricité, Canalisations	315	258	167	61	801	7%
Etanchéité	553	20	3	9	585	5%
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	282	26	12	8	328	3%
Bâtiment	256	44	5	40	345	3%
Ferroviaire	339	170		49	558	4%
Total	6 661	1 841	2 211	948	11 661	100%

Exercice 2009

Routes - travaux et ventes de produits	4 961	1 503	1 791	724	8 979	78%
Génie civil, Electricité, Canalisations	336	259	120	68	783	7%
Etanchéité	551	18		8	577	5%
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	278	25	12	16	331	3%
Bâtiment	274	69	2	48	393	3%
Ferroviaire	298	172		48	518	4%
Total	6 698	2 046	1 925	912	11 581	100%

Actifs et passifs par zones géographiques

	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
31 décembre 2010					
Actifs non courants	2 193	590	672	249	3 704
Actifs courants	2 008	867	479	618	3 972
Total des actifs	4 201	1 457	1 151	867	7 676
Passifs non courants	661	222	99	63	1 045
Passifs courants	2 296	957	431	572	4 256
Total des passifs	2 957	1 179	530	635	5 301
Actif net	1 244	278	621	232	2 375

31 décembre 2009

Actifs non courants	2 109	614	562	217	3 502
Actifs courants	2 092	1 054	449	591	4 186
Total des actifs	4 201	1 668	1 011	808	7 688
Passifs non courants	605	230	70	52	957
Passifs courants	2 486	1 013	371	551	4 421
Total des passifs	3 091	1 243	441	603	5 378
Actif net	1 110	425	570	205	2 310

Informations relatives aux principaux clients

Les principaux clients sont (par ordre d'importance):

- les collectivités locales (régions, municipalités)
- les Etats
- les entreprises publiques (en France, la SNCF pour l'activité ferroviaire) et les entreprises privées
- les particuliers

Note 12. Compte de résultat présenté par destination

En complément du compte de résultat classé par nature de charges, nous présentons ci-après le compte de résultat classé par fonctions.

	2010	2009
Produit des activités ordinaires	11 661	11 581
Coût des ventes	(10 235)	(9 936)
Marge brute	1 426	1 645
Coût de recherche et de développement	(69)	(71)
Charges administratives	(992)	(1 033)
Résultat opérationnel courant	365	541
Autres produits et charges	(52)	-
Résultat opérationnel	313	541
Coût de l'endettement financier net	(30)	(34)
Autres produits et charges financiers	(7)	1
Charge d'impôt	(122)	(172)
Résultat des entreprises associées	69	55
Résultat net	223	391
Dont part des intérêts minoritaires	(1)	4
Dont part du Groupe	224	387

Note 13. Autres produits et charges opérationnels

	2010	2009
Bénéfices attribués et pertes transférées sur opérations faites en commun	40	56
Produits sur cessions d'actifs	62	41
Autres produits opérationnels (1)	466	457
Autres produits d'exploitation	568	554
Pertes attribuées et bénéfices transférés sur opérations faites en commun	(22)	(26)
Valeurs nettes des actifs cédés	(23)	(26)
Autres charges opérationnelles	(88)	(99)
Autres charges d'exploitation	(133)	(151)

(1) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation et de GIE.

Autres produits non courants	6	-
Autres produits non courants (2)	6	-
Autres charges non courantes	(58)	-
Autres charges non courantes (3)	(58)	-

(2) Autres produits non courants :

- Badwill sur rachats d'intérêts minoritaires

(3) Autres charges non courantes :

- Amendes concurrence et litiges liés (31) M€
- Dépréciations de goodwill (27) M€

Note 14. Produits et charges financiers

Coût de l'endettement financier net

	2010	2009
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	19	26
Produits des placements	1	1
Produits financiers	20	27
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(25)	(26)
Charges d'intérêts sur locations financement	(2)	(2)
Charges d'intérêts sur dettes financières	(23)	(33)
Charges financières	(50)	(61)
Coût de l'endettement financier net	(30)	(34)

Autres produits et charges financiers

	2010	2009
Dividendes reçus de participations non consolidées	3	3
Reprises sur provisions financières	4	2
Produits de cessions sur actifs financiers	1	2
Autres produits	1	
Autres produits financiers	9	7
Dotations aux provisions financières	(11)	(4)
Valeur nette comptable des actifs financiers cédés	(4)	(1)
Autres charges	(1)	(1)
Autres charges financières	(16)	(6)
Autres produits et charges financiers	(7)	1

Note 15 - Charge d'impôt sur le résultat

Décomposition

	2010	2009
Impositions exigibles	(123)	(191)
Impositions différées	6	15
Rappels ou dégrèvements d'impôts	(1)	
Impôts sur distributions	(3)	
Charge d'impôt	(121)	(176)
Dotations / reprise provisions pour impôt	(1)	4
Charge nette d'impôt	(122)	(172)

Rapprochement entre impôt théorique et charge réelle

Les différences constatées entre la charge d'impôt théorique, déterminée au taux de droit commun en vigueur en France, et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2010	2009
Charge d'impôt théorique	(95)	(175)
Incidence des taux d'impôt réduits ou majorés	(11)	14
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés	10	
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (1)	(34)	(6)
Impôts non liés au résultat		8
Effet des différences permanentes	8	(13)
Charge d'impôt comptabilisée	(122)	(172)

(1) Récupération jugée trop lointaine

Note 16. Résultat et dividende par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions au 31 décembre, à l'exclusion des actions propres en cours d'annulation.

	2010	2009
Résultat net (part du Groupe) en euros	223 840 000	386 729 000
Nombre d'actions en circulation	32 624 790	32 601 789
Résultat par action (en euros)	6,86	11,86

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2010 augmenté des options de souscription en cours de validité.

Comme il n'existe plus d'options de souscription en cours de validité, le résultat dilué est égal au résultat par action.

Résultat dilué par action (en euros)	6,86	11,86
---	-------------	--------------

	Par action	Total
Dividende décidé et payé dans l'exercice 2010 :	6,75 €	220 062 075,75 €
Dividende proposé pour approbation de l'Assemblée Générale du 15 avril 2011 (a) (non reconnu comme un passif au 31 décembre 2010)	6,30 €	205 536 177,00 €

(a) sous réserve de la décision du Conseil d'Administration

Note 17. Instruments financiers

Nous présentons, ci-après, la somme des encours notionnels au 31 décembre 2010 de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux et répartition par devise pour les opérations de change.

Couverture du risque de taux

Swaps de taux	Échéances			Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
	2010	2011 à 2014	Au-delà		
Sur actifs financiers	-	-	-	-	-
Sur passifs financiers	-	-	150	150	184

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un swap de taux, à échéance janvier 2028, a été mis en place.

Ce swap est receveur de taux variable, payeur de taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2010, le montant de ce swap est de 70,8 millions d'euros (60,9 GBP).

STVR, société dans laquelle Colas Rail détient une participation majoritaire, a contracté en 2003 un swap de taux long terme dans le cadre d'un financement relatif à la construction et à l'exploitation du tramway de la ville de Caen. Ce swap, receveur de taux variable, payeur de taux fixe, amortissable, à échéance novembre 2018, est comptabilisé en capitaux propres pour sa valeur de marché. Au 31 décembre 2010, le montant du swap est de 79,5 millions d'euros.

Couverture du risque de change

Les sociétés du Groupe réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

La part du chiffre d'affaires à l'international est réalisée la plupart du temps par des filiales qui ont leurs facturations et leurs dépenses libellées dans la devise du pays. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

	HUF	RON	USD	MAD	GBP	Autres	31/12/2010	31/12/2009
Achats à terme	3	2	-	9	-	-	14	51
Ventes à terme	4	19	25	-	13	14	75	61
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-	-

Des contrats en euros signés en Hongrie, en Roumanie et au Maroc ont fait l'objet d'une couverture de change systématique. Les ventes à terme de RON et de GBP correspondent à des couvertures dans le cadre de prêts relais à des filiales. Les ventes à terme d'USD correspondent en majeure partie à la couverture de vente de produits issus de la Société de la Raffinerie de Dunkerque.

Couverture du risque de matières premières

(en M€)	Brent	Autres	31/12/2010	31/12/2009
Achats à terme	-	-	-	-
Ventes à terme	4	-	4	-
Swaps	-	-	-	-
Options	-	-	-	-

Les ventes à terme de contrats Brent correspondent à des couvertures mises en place dans le cadre de l'activité liée à la Société de la Raffinerie de Dunkerque.

Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2010, la valeur de marché (Net Present Value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de (21,6) millions d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir des dettes du Groupe.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur :	(12,8) millions d'euros ;
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie :	(8,7) millions d'euros ;
- opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture :	néant.

L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (GB), soit (12,4) millions d'euros, est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 12,4 millions d'euros.

L'impact de la valeur de marché du swap de taux pour le contrat avec la ville de Caen (France), soit (9,1) millions d'euros, est comptabilisé en capitaux propres.

Le total de la valorisation du portefeuille d'instruments financiers net de la valorisation du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par la ville de Portsmouth est de (9,2) millions d'euros.

En cas de translation de la courbe des taux de +1% (et respectivement de -1%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (11,9) millions d'euros (respectivement à (31,5) millions d'euros).

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (22,4) millions d'euros.

En cas d'évolution du prix des matières premières de +10% (et respectivement -10%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers s'établirait à (22,0) millions d'euros (respectivement à (21,2) millions d'euros).

Les calculs ont été effectués par un prestataire indépendant selon les usages en vigueur sur les marchés.

Note 18. Engagements hors bilan

Engagements de garantie

Échéances	moins	de un à	plus de	Total	Total
	d'un an	cinq ans	cinq ans	31/12/2010	31/12/2009
Engagements donnés					
Avals et cautions	18	32	17	67	82
Engagements reçus					
Obligations contractuelles	-	-	-	-	-
Sûretés réelles données					
Hypothèques ou nantissements	14	31	53	98	103

Engagements sur contrats de locations simples

Échéances	moins	de un à	plus de	Total	Total
	d'un an	cinq ans	cinq ans	31/12/2010	31/12/2009
Engagements donnés / reçus	27	77	61	165	145

Montant des paiements minimaux futurs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)

Informations sur les contrats de location financement (inscrits au bilan)

échéances	moins	De un à	plus de	Total
	d'un an	Cinq ans	cinq ans	
Montant des paiements minimaux futurs	17	23	2	42
Montant représentant les charges de financement	(1)	(1)		(2)
Valeur actualisée des paiements minimaux	16	22	2	40
Rappel 31/12/2009	16	27	2	45

Autres engagements donnés

La société a émis pour l'année 2010 une garantie en conformité avec l'article 17 du "Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland" au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Colfix (Dublin) Ltd, Colas Construction Ltd, Road Binders Ltd, Chemoran Ltd et Atlantic Bitumen Company Ltd.

Note 19. Variation de l'endettement net

	31/12/2010	Flux 2010	31/12/2009
Trésorerie & équivalents de trésorerie	411	(125)	536
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(209)	(56)	(153)
Trésorerie nette	202	(181)	383
Dettes financières long terme	200	(12)	212
Dettes financières (partie à moins d'un an)	50	5	45
Instruments financiers	9		9
Endettement brut	259	(7)	266
Endettement net actif (passif)	(57)	(174)	117

Note 20. Effectifs, avantages au personnel

Effectif moyen du groupe

	2010	2009
Ingénieurs, cadres et assimilés	7 784	7 960
Employés, techniciens, agents de maîtrise	16 099	16 045
Compagnons	45 012	47 313
Effectif moyen du Groupe	68 895	71 318

Avantages au personnel : régimes à cotisations définies

	2010	2009
Montants comptabilisés en charges	757	757

Ces charges comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

Avantages au personnel : régimes à prestations définies

	Indemnités de fin de carrière		Pensions (1)	
	2010	2009	2010	2009
Coûts des services rendus	(13)	(1)	(4)	
Charges d'intérêt sur l'obligation	7	6	11	10
Rendement attendu des actifs du régime			(11)	(9)
Coûts des services passés	2	2	(15)	(1)
Charges nettes comptabilisées	(4)	7	(19)	-
Valeur actualisée des obligations	168	172	311	271
Juste valeur des actifs du régime			(258)	(236)
Coût des services passés non comptabilisés	(24)	(25)	2	3
Passifs nets comptabilisés	144	147	55	38

(1) Ces pensions sont gérées par des fonds indépendants de l'entreprise.

Variations des éléments du bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2010	2009	2010	2009
Au 1er janvier	147	158	38	28
Ecart de conversion			1	1
Virements de rubriques et autres	1			
Changements de périmètre	4		15	
Ecart actuariels affectés en capitaux propres	(4)	(18)	20	9
Charges comptabilisées	(4)	7	(19)	
Au 31 décembre	144	147	55	38

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière et médailles du travail

L'incidence des changements d'hypothèses évaluées à la clôture de l'exercice 2010 a été affectée aux capitaux propres consolidés, en conformité avec la méthode comptable utilisée par le Groupe (IAS 19 révisée).

	2010	2009
Taux d'actualisation - IBoxx € Corporate A10	4,62 %	4,89 %
Table de survie	Insee 2006-2008	Insee 1989-1991
Age de départ à la retraite des cadres	65 ans	62 ans
Age de départ à la retraite des Etams et compagnons	63 ans	60 ans

Avantage en actions

En 2010, des options donnant droit à la souscription d'actions Bouygues nouvelles ont été attribuées par Bouygues à certains collaborateurs de Colas et de ses filiales. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Note 21. Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Parties liées en amont	47	45	68	73	61	57	15	10
Coentreprises	18	18	47	50	12	15	10	16
Entreprises associées		3	49	46	4	5		1
Autres parties liées	0,3	0,3						
Principaux dirigeants	6,8	6,9					6	8
Administrateurs non dirigeants	0,1	0,2						
Total	72	73	163	169	77	77	31	35
Échéances < 1 an					77	77	29	32
Échéances > 1 an					-	-	2	3

Identité des parties liées

Parties liées en amont :	Bouygues et ses filiales
Coentreprises :	Carrières Roy et diverses coentreprises non significatives
Entreprises associées :	Cofiroute, Tipco Asphalt, Mak et diverses entreprises associées non significatives
Autres parties liées :	Fondation Colas

Avantages accordés aux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du comité de direction présents au 31 décembre 2010. Il est composé du Président Directeur Général et de six salariés dont quatre Administrateurs salariés.

	2010	2009
Rémunérations directes	6,4	6,4
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,5
Avantages en actions	-	-
Total	6,8	6,9

Rémunérations directes : elles s'élèvent à 6,4 millions d'euros dont 2,7 millions d'euros de rémunération variable liée aux performances réalisées et 100.000 € de jetons de présence.

Sur la base des présents au 31 décembre 2010, la rémunération du comité de Direction en 2010 est inférieure de 7,4% à celle de 2009.

Avantages postérieurs à l'emploi :

PDG : régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime avec un plafond égal à huit fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances.

Autres dirigeants : cotisations employeur dans le cadre d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies (4% de l'ensemble de la rémunération du collaborateur).

Avantages en actions : le nombre de titres Bouygues attribués en 2010 (stock-options) est de 256.000 au prix d'exercice de 34,52 €. La date minimale d'exercice est le 30 juin 2014. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Jetons de présence

Le montant total des jetons de présence alloués aux Administrateurs en 2010 s'est élevé à 180.000 €.

Note 22. Honoraires des commissaires aux comptes

Nous communiquons ci-après les honoraires des Commissaires aux comptes en charge du contrôle des comptes sociaux et consolidés de Colas.

	Mazars		KPMG	
	2010	2009	2010	2009
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés :				
Colas	0,2	0,2	0,2	0,2
Filiales	1,8	1,2	2,1	2,2
Missions accessoires				
Sous-total	2,0	1,4	2,3	2,4
Autres prestations : juridique, fiscal, social				
Total	2,0	1,4	2,3	2,4

Note 23. Principaux taux de conversion

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours 31/12/2010	Cours moyen 2010	Cours 31/12/2009	Cours moyen 2009
Europe					
Croatie	Kuna croate	7,3830	7,2949	7,3000	7,3444
Danemark	Couronne danoise	7,4535	7,4477	7,4418	7,4461
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,8608	0,8560	0,8881	0,8900
Hongrie	Forint	277,95	276,51	270,42	281,44
Pologne	Zloty	3,9750	4,0049	4,1045	4,3469
République tchèque	Couronne tchèque	25,061	25,263	26,473	26,496
Roumanie	Nouveau Leu	4,2620	4,2169	4,2363	4,2417
Suisse	Franc suisse	1,2504	1,3700	1,4836	1,5076
Amérique du Nord					
États-Unis	Dollar US	1,3362	1,3207	1,4406	1,3963
Canada	Dollar canadien	1,3322	1,3660	1,5128	1,5819
Autres					
Australie	Dollar australien	1,3136	1,4390	1,6008	1,7656
Maroc	Dirham	11,1735	11,1453	11,3040	11,2507
Thaïlande	Baht	40,1700	41,8175	47,9860	47,8438

Note 24. Périmètre de consolidation

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre de sociétés consolidées	2010	2009
Intégrations globales	530	541
Intégrations proportionnelles	97	111
Mises en équivalence	18	20
Total	645	672

Principales acquisitions de l'exercice

France : Société de la Raffinerie de Dunkerque, Garenq, Castres Béton, Centre Voirie, Linea BTP
International : Damiacons (Roumanie)

Cessions :

France : HDI
International : Sorex (Maroc)

Changement de méthode d'intégration

Société des Bétons Ajacciens : mise en équivalence jusqu'en 2009, intégration proportionnelle à compter de 2010

Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice

Nous communiquons ci-dessous les variations de périmètre de l'exercice présentées avant l'acquisition et après affectation des actifs et passifs identifiables aux différents postes du bilan.

Impact sur le bilan

	Valeurs avant l'acquisition	Affectation des écarts d'acquisition (1)	Juste valeur des éléments acquis	Affectation 2009 modifiée en 2010 (2)
Immobilisations corporelles	55	(10)	45	
Immobilisations incorporelles	4		4	
Goodwill		1	1	
Participations dans sociétés associées				
Participations non consolidées	4	(1)	3	
Actifs financiers				
Actifs d'impôts	4	10	14	
Actifs courants	68	(1)	67	
Total des actifs	135	(1)	134	
Capitaux propres	49	(16)	33	
Intérêts minoritaires				
Passifs d'impôts				
Autres passifs non courants	37	16	53	
Passifs courants	49	(1)	48	
Total des passifs	135	(1)	134	

Impact sur le chiffre d'affaires

56

(1) Affectation provisoire susceptible d'être modifiée dans le délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

(2) Modifications en 2010 (dans le délai d'un an) des affectations provisoires faites en 2009.

Le prix d'achat des sociétés consolidées acquises dans l'exercice s'élève à 32 M€ auxquels s'ajoute 1 M€ d'achat de sociétés acquises en 2009 mais consolidées en 2010. La juste valeur des éléments acquis est de 33 M€ et correspond au prix d'acquisition.

24.3 - Liste des principales sociétés consolidées

Les sociétés mentionnées font l'objet d'une intégration globale sauf mention particulière (IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence).

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2010	2009
France			
Colas Centre-Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Colas Ile-de-France-Normandie	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Colas Nord-Picardie	Villeneuve-d'Ascq (59)	99,9	99,9
Colas Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Colas Rhône-Alpes-Auvergne	Lyon (69)	99,9	99,9
Colas Midi-Méditerranée	Aix-en-Provence (13)	99,9	99,9
Colas Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Aximum	Chatou (78)	99,9	99,9
Spac	Clichy (92)	99,9	99,9
Sacer Atlantique	Nantes (44)	99,9	99,9
Sacer Paris-Nord-Est	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Sacer Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Screg Ile-de-France-Normandie	Voisins-le-Bretonneux (78)	99,9	99,9
Screg Nord-Picardie	Villeneuve-d'Ascq (59)	99,9	99,9
Screg Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Screg Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Smac	Boulogne-Billancourt (92)	99,9	99,9
Colas Rail	Maisons-Laffitte (78)	99,9	99,9
GTOI	Le Port - la Réunion	99,9	99,9
Colas Martinique	Le Lamentin - Martinique	99,9	99,9
Gouyer	Le Lamentin - Martinique	99,9	99,9
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault - Guadeloupe	99,9	99,9
SBEG	Cayenne - Guyane	99,9	99,9
Carrières Roy (IP)	Saint-Varent (79)	49,9	49,9
Cofiroute (ME)	Sèvres (92)	16,7	16,7
Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque (59)	100,0	-
Territoires d'Outre-mer			
Colas Mayotte	Mamoudzou – Mayotte	100,0	100,0
Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa – Nouvelle-Calédonie	99,9	99,9
Europe (hors France)			
Colas Bauchemie Gmbh	Bremen – Allemagne	100,0	100,0
Colas Gmbh	Gratkorn – Autriche	100,0	100,0
Colas Belgium	Bruxelles – Belgique	99,9	99,9
Cesta Varazdin	Varazdin – Croatie	70,3	70,3
Colas Danmark A/S	Virum – Danemark	100,0	100,0
Colas Ltd	Rowfant – Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest – Hongrie	100,0	100,0
Colas Polska	Sroda Wlkp – Pologne	100,0	100,0
Colas CZ	Praha – République tchèque	100,0	100,0
Colas Teoranta	Dublin – République d'Irlande	100,0	100,0
Colas Romania	Bucarest – Roumanie	100,0	100,0
Colas SA	Lausanne – Suisse	99,2	99,2

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2010	2009
Amérique du Nord			
ColasCanada Inc.	Montréal – Québec – Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown – New Jersey – États-Unis	100,0	100,0
Afrique – Océan Indien			
Colas Bénin	Cotonou - Bénin	100,0	100,0
Colas Djibouti	Djibouti – République de Djibouti	100,0	100,0
Colas Gabon	Libreville - Gabon	89,9	89,9
Colas Madagascar	Antananarivo - Madagascar	100,0	100,0
Colas (Maurice) Ltée	Petite rivière – Ile Maurice	100,0	100,0
Colas du Maroc	Casablanca - Maroc	99,9	99,9
Grands Travaux Routiers	Rabat - Maroc	67,7	67,7
Asie			
Wasco	Jakarta - Indonésie	55,1	55,1
Raycol Asphalt Co. Ltd (IP)	Rayong - Thaïlande	50,0	50,0
Thaï Slurry Seal Co. Ltd	Bangkok - Thaïlande	50,0	50,0
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok - Thaïlande	30,7	30,7
Hincol (IP)	Mumbai - Inde	30,0	30,0
Groupe Drawmac	Sydney - Australie	93,8	51,0